

Communiqué de presse : **Sylvain Blondin** dénonce

« La TVA sociale »

A PAREID, le 04 DECEMBRE 2012

La TVA social ou « TVA anti délocalisation » comme elle a été renommée par Nicolas SARKOZY lors de ses vœux aux français, vient d'être remise au goût du jour, en ce début d'année 2012 par le gouvernement.

Mettre en place cette TVA sociale permettrait de maintenir au rang actuel, le niveau de financement de la Sécurité Sociale et en même temps de réduire le coût de travail pour les entreprises situées en France.

Pour résumé cela consiste en une réduction des coûts de production de l'entreprise en les substituant par des taxes sur la consommation.

Les prix ne devraient donc augmenter que pour les produits importés, cet allègement de charges n'étant dispensées que sur les entreprises situées en France. Les produits français se verraient alors favorisés face aux produits étrangers, et les entreprises basées en France, avec un regain de compétitivité, seraient gagnantes.

Mais encore une fois, les plus touchés par cette TVA seront les plus bas revenus dont 10 %, selon les statistiques payent 11.5% de la TVA alors que 10% des plus élevés n'en payent que 5.2 %.

Cette mesure n'aura aucune conséquence importantes sur les sociétés étrangères ni va aider à une "préférence nationale" à la consommation. Par contre, elle va réduire encore un peu plus le pouvoir d'achat des contribuables, et va ralentir fortement la croissance. La conséquence directe, va être de continuer à faire plonger notre pays dans les noirceurs des profondeurs de la crise.

Déjà dans les statistiques de 2012, il est annoncé clairement que les secteurs d'activités du bâtiment vont se retrouver amputés de 35 000 emplois !

Imaginons les conséquences directes et indirectes que cela va représenter sur toutes les autres activités, comme les sous-traitants, l'intérim, les commerçants... Si malheureusement ces emplois sont appelés à disparaître, ce sont plus de 30 000 autres emplois qui vont se retrouver menacés.

Il existe de nombreux domaines dans lesquels la France n'est plus un pays productifs, les consommateurs seraient alors obligés de se rabattre sur des produits importés et donc payer le prix surtaxés.

Il ne faut pas que la TVA sociale vienne remettre toute notre économie en questions, déjà que nous avons plus de 6 millions de personnes qui sont à la CMU, les populations en pauvreté ne vont qu'augmenter dans les années à venir, avec un chômage qui va repartir à la hausse.

CENTRE EUROPEEN DE FORMATION & CONSEIL + 33 (0)3 29 83 20 12

CEFC 13, Rue de l'église 55160 PAREID

Tél: +33 (0)3 29 83 20 12 G.S.M: +33 (0)6 45 58 97 35

RECRUTEMENT
CONSEIL

-

FORMATION

-



Medecin-recrutement.com

